

CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI, DU STOCKAGE, DE LA PRODUCTION ET DU TRANSFERT DES MINES ANTIPERSONNEL ET SUR LEUR DESTRUCTION

Formules pour les rapports à présenter en application de l'article 7

NOM DE L'ÉTAT [PARTIE] : [Republique du Cameroun](#)
DATE DE PRÉSENTATION DU RAPPORT: **14 Mars 2001**

Conformément à l'article 7 de la Convention d'OTTAWA, le CAMEROUN qui a signé et ratifié cette Convention présente son rapport national annuel qui porte sur un stock d'environ 500 pièces destinées à l'instruction exclusivement et composé des modèles 59 détectables à vue pour l'exercice, des modèles 409 réelles et des modèles 403 éclairantes.

 [Hide details for Formule A Mesures d'application nationales](#) Formule A Mesures d'application nationales

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

a) Les mesures d'application nationales visées à l'article 9."

Nota bene : Conformément à l'article 9, "chaque État partie prend toutes les mesures législatives, réglementaires et autres, qui sont appropriées, y compris l'imposition de sanctions pénales, pour prévenir et réprimer toute activité interdite à un État partie en vertu de la présente Convention, qui serait menée par des personnes, ou sur un territoire, sous sa juridiction ou son contrôle".

État [partie] : [Republique du Cameroun](#) Renseignements pour la période allant du --- au ---

A- MESURES D'APPLICATION NATIONALES

L'inexistence d'un stock de guerre justifie implicitement l'inexistence d'un programme de destruction. Des mesures d'application nationales pour prévenir et réprimer toute activité interdite dans l'emploi des mines antipersonnel sont en cours.

 [Hide details for Formule B Stocks de mines antipersonnel](#) Formule B Stocks de mines antipersonnel

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

b) Le total des stocks de mines antipersonnel dont il est propriétaire ou détenteur ou qui se trouvent sous sa juridiction ou son contrôle, incluant une ventilation par type, quantité et, si cela est possible, par numéro de lot pour chaque type de mines antipersonnel stockées."

État [partie] : [Republique du Cameroun](#) Renseignements pour la période allant du --- au ---

B- STOCKS DE MINES ANTIPERSONNEL

- AP/DV modèle 59
- AP modèle 409
- AP éclairantes modèle 403

TOTAL: 500

 [Hide details for Formule C Localisation des zones minées](#) Formule C Localisation des zones minées

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

c) Dans la mesure du possible, la localisation de toutes les zones minées sous sa juridiction ou son contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée, incluant le maximum de précisions possible sur le type et la quantité de chaque type de mines antipersonnel dans chacune des zones minées et la date de leur mise en place."

État [partie] : [Republique du Cameroun](#) Renseignements pour la période allant du --- au ---

C- LOCALISATION DES ZONES DE MINES

Néant

1. Zones où la présence de mines est avérée

2. Zones où la présence de mines est soupçonnée

 [Hide details for Formule D Mines antipersonnel conservées ou transférées](#) **Formule D Mines antipersonnel conservées ou transférées**

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

d) Les types et quantités et, si possible, les numéros de lot de toutes les mines antipersonnel conservées ou transférées pour la mise au point de techniques de détection des mines, de déminage ou de destruction des mines et pour la formation à ces techniques, ou bien celles transférées dans un but de destruction, de même que les institutions autorisées par un État partie à conserver ou à transférer des mines antipersonnel conformément à l'article 3."


État [partie] : [Republique du Cameroun](#) Renseignements pour la période allant du --- au ---

D- MINES ANTIPERSONNEL CONSERVEES (voir paragraphe B)

1. Mines conservées pour la mise au point de techniques et pour la formation (art. 3, par. 1)

2. Mines transférées pour la mise au point de techniques et pour la formation (art. 3, par. 1)

3. Mines transférées aux fins de destruction (art. 3, par. 2)

 [Hide details for Formule E État des programmes de reconversion ou de mise hors service des installations de production des mines antipersonnel](#) **Formule E État des programmes de reconversion ou de mise hors service des installations de production des mines antipersonnel**

Art. 7, par.1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :


e) L'état des programmes de reconversion ou de mise hors service des installations de production des mines antipersonnel."

État [partie] : [Republique du Cameroun](#) Renseignements pour la période allant du --- au ---

E- ETAT DES PROGRAMMES DE RECONVERSION OU DE MISE HORS SERVICE DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION

DES MINES A/P

Le Cameroun ne dispose pas d'installations de production des mines A/P.

 [Hide details for Formule F État des programmes de destruction des mines antipersonnel](#) **Formule F État des programmes de destruction des mines antipersonnel**

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

f) L'état des programmes de destruction des mines antipersonnel visés aux articles 4 et 5, y compris des précisions sur les méthodes qui seront utilisées pour la destruction, la localisation de tous les lieux de destruction et les normes à observer en matière de sécurité et de protection de l'environnement."

État [partie] : [Republique du Cameroun](#) Renseignements pour la période allant du --- au ---

F- ETAT DES PROGRAMMES DE DESTRUCTION DES MINES ANTIPERSONNEL

Le petit stock destiné à l'instruction n'est pas encore soumis à un programme de destruction mais il le sera dès que les mines arriveront à la péremption normale.

1. **État des programmes de destruction des stocks de mines antipersonnel (art. 4)**

2. **État des programmes de destruction des mines antipersonnel dans les zones minées (art. 5)**

 [Hide details for Formule G Mines antipersonnel détruites après l'entrée en vigueur de la Convention](#) **Formule G Mines antipersonnel détruites après l'entrée en vigueur de la Convention**

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

g) Les types et quantités de toutes les mines antipersonnel détruites après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet État partie, y compris une ventilation de la quantité de chaque type de mines antipersonnel détruites, conformément aux articles 4 et 5, respectivement, de même que, si possible, les numéros de lot de chaque type de mines antipersonnel dans le cas d'une destruction conformément à l'article 4."

État [partie] : [Republique du Cameroun](#) Renseignements pour la période allant du --- au ---

G- MINES ANTIPERSONNEL DETRUITES DES L'ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION

Néant

1. **Destruction des stocks de mines antipersonnel (art. 4)**

2. **Destruction des mines antipersonnel dans les zones minées (art. 5)**

 [Hide details for Formule H Caractéristiques techniques de chaque type de mines antipersonnel produites et de celles dont l](#)

Formule H Caractéristiques techniques de chaque type de mines antipersonnel produites et de celles dont l'État partie est propriétaire ou détenteur

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

h) Les caractéristiques techniques de chaque type de mines antipersonnel produites, dans la mesure où elles sont connues, ainsi que de celles dont l'État partie est actuellement propriétaire ou détenteur, y compris, dans une mesure raisonnable, le genre de renseignements qui peuvent faciliter l'identification et l'enlèvement des mines antipersonnel; au minimum, ces renseignements incluront les dimensions, le type d'allumeur, le contenu en explosif et en métal, des photographies couleur et tout autre renseignement qui peut faciliter le déminage."

État [partie] : [Republique du Cameroun](#) Renseignements pour la période allant du --- au ---

H- CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE CHAQUE TYPE DE MINES A/P PRODUITES ET CELLES DONT L'ETAT PARTIE EST PROPRIETAIRE OU DETENTEUR

Production: néant

Détention: voir paragraphe B

1. Caractéristiques techniques de chaque type de mines antipersonnel produites

2. Caractéristiques techniques de chaque type de mines antipersonnel dont l'État partie est actuellement propriétaire ou détenteur

 [Hide details for Formule I Mesures prises pour alerter la population](#) Formule I Mesures prises pour alerter la population

Art. 7, par.1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

i) Les mesures prises pour alerter dans les plus brefs délais et de manière effective la population au sujet de toutes les zones identifiées conformément au paragraphe 2 de l'article 5."

Nota bene : Aux termes de l'article 5, paragraphe 2, "chaque État partie s'efforce d'identifier toutes les zones sous sa juridiction ou son contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée et s'assure, dès que possible, que toutes les zones minées sous sa juridiction ou son contrôle où se trouvent des mines antipersonnel sont marquées tout au long de leur périmètre, surveillées et protégées par une clôture ou d'autres moyens afin d'empêcher effectivement les civils d'y pénétrer, jusqu'à ce que toutes les mines antipersonnel contenues dans ces zones minées aient été détruites. Ce marquage sera conforme, au minimum, aux normes prescrites par le Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination".

État [partie] : [Republique du Cameroun](#) Renseignements pour la période allant du --- au ---

I- MESURES PRISES POUR ALERTE LA POPULATION

Néant

 [Hide details for Formule J Autres questions pertinentes](#) Formule J Autres questions pertinentes

Remarque : Les États parties peuvent utiliser cette formule pour présenter à leur gré des rapports sur d'autres questions pertinentes et notamment des questions concernant le respect et l'application de la Convention autres que celles que doivent couvrir les rapports prévus à l'article 7. Les États parties sont encouragés à utiliser cette formule pour rendre compte des activités réalisées en application de l'article 6, en particulier en ce qui concerne l'aide fournie pour les soins aux victimes des mines, leur réadaptation et leur réintégration sociale et économique.

État [partie] : [Republique du Cameroun](#) Renseignements pour la période allant du --- au ---